

JULIUS NYERERE À ZANZIBAR

Père ou ennemi de la nation ?

[Marie-Aude Fouéré](#)

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2013/2 N° 118 | pages 61 à 73

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724633344

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-2-page-61.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Julius Nyerere à Zanzibar

Père ou ennemi de la nation ?

Marie-Aude Fouéré

« [...] L'idéologisation de la mémoire est rendue possible par les ressources des variations qu'offre le travail de configuration narrative. Les stratégies de l'oubli se greffent directement sur ce travail de configuration : on peut toujours raconter autrement, en supprimant, en déplaçant les accents d'importance, en refigurant différemment les protagonistes de l'action au même temps que les contours de l'action¹. »

Paul Ricœur

Julius Nyerere a joué un rôle essentiel dans l'union de Zanzibar et de l'ancien Tanganyika, qui a formé la Tanzanie. Père de la nation tanzanienne, son image est cependant toute différente chez les nationalistes de Zanzibar, qui en font un étranger et un adversaire. En dépliant ce discours nationaliste, Marie-Aude Fouéré brosse en creux et par petites touches le portrait de Nyerere à Zanzibar et montre qu'un père de l'indépendance peut surtout être perçu comme un ennemi dans la périphérie d'un nouvel État.

« On l'appelle le père de la nation [*baba wa taifa*]. Mais ce n'est en rien le père de la nation : c'est l'ennemi de la nation [*adui wa taifa*]. » C'est ainsi que Salim, un quinquagénaire originaire de Zanzibar, qualifie le premier président de Tanzanie Julius Kambarage Nyerere. Acquis à l'opposition, ayant vécu une dizaine d'années aux États-Unis avec son épouse américaine, aujourd'hui veuf et sans enfant, Salim dresse un portrait au vitriol de Nyerere. Nyerere se serait employé, pendant toute sa

carrière de président, de 1964 à 1985, non seulement à contrôler politiquement les îles mais aussi à leur nuire. Par la passation d'une Union entre le Tanganyika et Zanzibar le 26 avril 1964, qui a donné naissance à la République unie de Tanzanie, il se serait agi pour Nyerere d'entraver le développement économique et social de Zanzibar et d'endiguer l'influence musulmane sur le continent. Le déclin manifeste des îles depuis l'instauration de l'Union témoignerait de l'emprise néfaste du gouvernement de Tanzanie sur Zanzibar, assimilé à un pouvoir colonial ou impérialiste des temps modernes. Certes, avec une superficie de deux mille six cents kilomètres carrés, soit seulement 0,3 % du territoire de la Tanzanie, et environ un million d'habitants contre près de quarante-deux millions en Tanzanie continentale, les îles de Zanzibar, situées à quelques dizaines de kilomètres au large de la côte tanzanienne, semblent peser de peu de poids dans le jeu politique national. Mais au 19^e siècle, ce petit monde insulaire a été le siège d'un empire puissant fondé sur le

(1) Paul Ricœur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éd. du Seuil, 2000, p. 579-580.

commerce des épices, de l'ivoire et des esclaves. Peuplé par une population métissée, résultat de nombreuses vagues de migrations à partir de l'Afrique, la péninsule Arabique, l'Inde et les îles de l'océan Indien, et islamisé à 95 % (contre 50 % sur le continent), l'archipel a longtemps eu une influence culturelle et religieuse considérable sur le continent. Les griefs énoncés à l'encontre de Nyerere se mesurent à l'aune de ce passé florissant devenu objet de nostalgie¹.

Les propos de Salim sur le comportement délibérément destructeur de Nyerere dans la vie insulaire depuis le milieu des années 1960 illustre un sentiment partagé par une majorité de Zanzibaris. La phrase de Nyerere « si je pouvais expédier cette île au milieu de l'océan Indien, je le ferais² », déclinée en différentes versions, revient sans cesse pour appuyer l'argument selon lequel Nyerere était un ennemi de Zanzibar. Si ces avis dépréciatifs sont ouvertement énoncés par les militants du parti d'opposition du Civic United Front (CUF, le Front civique uni), dont Salim fait partie, ils s'entendent pourtant dans des milieux politiques variés, allant des simples sympathisants de l'opposition aux nombreux déçus de l'ancien parti unique toujours au pouvoir, le Chama Cha Mapinduzi (CCM, le Parti de la révolution). Ils sont omniprésents au sein de la sphère hétérogène des éduqués, notamment chez les cadres de l'intelligentsia CUF mais aussi CCM, chez les journalistes et intellectuels indépendants qui revendiquent leur libre parler et sont généralement acquis à la cause de l'opposition, enfin chez les militants musulmans actifs dans la promotion de l'islam. Ce rapide tour d'horizon sociologique rend compte du fait que différents facteurs

doivent être croisés pour comprendre l'existence d'énoncés péjoratifs sur Nyerere à Zanzibar : affiliations partisans, certes, mais aussi positionnements identitaires (principalement ethniques ou raciaux), engagement religieux, ici musulman, et capital culturel et scolaire. Cette version péjorative constitue un discours largement partagé. En d'autres termes, un récit collectif dépréciatif sur le premier président de la Tanzanie indépendante (ici appelé « le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere ») a pris forme et se diffuse dans la société zanzibarie contemporaine³.

L'article vise à expliquer la production, la diffusion et les usages contemporains de ce récit dépréciatif sur Nyerere chez une majorité de Zanzibaris. Il présente les termes du récit nationaliste zanzibari sur Nyerere au regard de deux épisodes centraux dans l'histoire de Zanzibar : la révolution de 1964 et l'Union avec le Tanganyika. Il montre ensuite comment ce récit dépréciatif entre en résonance avec la question musulmane qui, à Zanzibar, est consubstantielle à un positionnement identitaire collectif. Enfin, il traite de l'actualité de l'antinyérérisme à Zanzibar : aujourd'hui devenu un élément du sens commun politique, cet antinyérérisme s'exprime dans le cadre des débats en cours sur la révision de la Constitution de Tanzanie engagés depuis les dernières élections générales d'octobre 2010. Il montre que la figure de Nyerere, en tant que « lieu de mémoire⁴ » discursif en négatif, est tout autant revisitée à l'aune des conditions présentes qu'elle est un outil employé pour donner du sens à ces conditions. C'est pourquoi

(1) William C. Bissell, « Engaging Colonial Nostalgia », *Cultural Anthropology*, 20 (2), 2005, p. 215-248.

(2) « *If I could tow that island out into the middle of the Indian Ocean, I'd do it.* » (William E. Smith, *Nyerere of Tanzania*, Londres, Victor Gollanez, 1973, p. 90)

(3) Les matériaux ethnographiques proviennent d'une enquête menée entre 2008 et 2011 en suivant des réseaux d'interconnaissance, des réseaux professionnels et des groupements politiques formels (partis politiques) ou informels. En raison de l'interpénétration de l'oral et de l'écrit dans l'expression de ce récit sur Nyerere, ce travail de terrain s'est couplé à une recherche archivistique et documentaire.

(4) Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1987, 1997, 3 t.

l'on peut aussi dire que le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere est une « mémoire historique politisée¹ » : appropriée dans l'arène politique lorsque ses promoteurs visent à peser sur le jeu de la compétition pour le pouvoir, elle renvoie *in fine* aux représentations de l'appartenance à la nation. En creux du discours dépréciatif sur Nyerere, c'est donc l'expérience historique de Zanzibar qui se donne à voir comme fondement de son identité.

L'exception zanzibarie en Tanzanie

En Tanzanie continentale, l'ancien président est majoritairement remémoré avec déférence. D'abord Premier ministre du Tanganyika en 1961 puis président du Tanganyika en 1962, Nyerere devient président de la République unie de Tanzanie en 1964. Né en 1922, formé à l'enseignement, premier titulaire tanganyikais d'un diplôme de maîtrise délivrée par une université européenne, celle d'Édimbourg, il guide le pays dans la voie du socialisme dit « à l'africaine » (*ujamaa* en swahili) à partir de 1967 et contribue à la construction d'un sentiment national fort². Il reste président jusqu'en 1985, date à laquelle il se retire volontairement de ses fonctions mais reste engagé dans la vie politique nationale en tant que président du parti politique au pouvoir jusqu'en 1990, puis par son implication forte dans la vie politique nationale et régionale jusqu'à son décès en 1999. Aujourd'hui érigé en père de la nation, en philosophe, en sage et en humaniste, il incarne un ensemble de principes moraux diversement appropriés par le pouvoir en place, les politiciens et les citoyens ordinaires. Mobilisé dans les luttes politiques et sociales

pour entrer en contestation, le répertoire de valeurs aujourd'hui incarné par Nyerere « le Titan³ » est aussi convoqué dans les discussions au quotidien sur les critères de la moralité en politique⁴.

Comment comprendre qu'à Zanzibar, Nyerere n'occupe pas cette même position d'icône ? Pour répondre à cette interrogation, le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere doit être expliqué en tenant compte de la spécificité de l'histoire des îles et de leur rapport à la Tanzanie continentale, mais surtout en s'attachant à saisir les effets des reconstructions et des interprétations contemporaines de cette histoire. Il ne s'agit donc pas tant d'évaluer l'adéquation entre les discours critiques sur Nyerere et la réalité historique, c'est-à-dire de mesurer la véracité ou la véridicité de ces discours, que d'explorer comment ceux-ci sont opérants dans le présent – comment ils conceptualisent l'espace politique et visent à agir sur lui en engageant un dialogue entre le passé et le présent. Ce récit a ceci de particulier qu'il est de nature hybride, amalgamant des pans de mémoires collectives, de souvenirs individuels, de textes autobiographiques, d'essais historico-politiques engagés et de travaux historiographiques. S'il s'est développé au fil des ans depuis 1964, il s'est surtout affirmé et a gagné en visibilité depuis la démocratisation au début des années 1990. Le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere est donc une construction contemporaine, fruit d'un « travail de configuration narrative⁵ » qui, comme Paul Ricœur le défend, opère sur la base de relectures, de figurations nouvelles et de réinterprétations. Parce que l'outil écrit est amplement mis à contribution, ce travail de configuration

(1) Richard Werbner, « Beyond Oblivion : Confronting Memory Crisis », in *id.* (dir.), *Memory and the Postcolony : African Anthropology and the Critique of Power*, New York, Zed Book, 1998, p. 15.

(2) Denis-Constant Martin, *Tanzanie : l'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Karthala, 1988.

(3) Ali Mazrui, « *The Titan* » of Tanzania : Julius K. Nyerere's Legacy, Binghamton, The Institute of Global Cultural Studies, 2002.

(4) Marie-Aude Fouéré, « Tanzanie : la nation à l'épreuve du postsocialisme », *Politique africaine*, 121, 2011, p. 69-85.

(5) Paul Ricœur, *op. cit.*, p. 579.

narrative est fortement imprégné d'un ensemble d'essais de réécriture de l'histoire des îles et de leur situation identitaire et religieuse qui s'appuient sur le réinvestissement de mémoires collectives sélectives. Cette construction a pris forme comme outil de mobilisation politique au sein d'un État fort qui a longtemps prétendu imposer une version unique de l'histoire nationale. En conséquence, la figure de Nyerere prend place dans une configuration discursive dont l'énonciation est inséparable d'une stratégie politique et sociale.

Nyerere dans le discours nationaliste

Dans le chef d'accusation selon lequel Nyerere serait un « ennemi de la nation », le terme de nation ne renvoie pas à la Tanzanie dans son ensemble mais désigne uniquement Zanzibar. Quels éléments sont mobilisés par les interlocuteurs pour justifier un tel usage de ce terme sachant que les îles de Zanzibar ne sont pas souveraines ? En effet, depuis l'Union entre la République du Tanganyika et la République populaire de Zanzibar, Zanzibar jouit uniquement d'un statut de semi-autonomie¹ au sein de la République unie de Tanzanie. Mais ce statut politique et institutionnel, unique dans tout le continent africain, a été sujet à controverses depuis la mise en place de l'Union, et l'est toujours plus aujourd'hui, à partir d'arguments, intriqués, qui relèvent analytiquement de deux ordres : politiques et culturels. Ces controverses, comme on va le voir, renvoient à deux grandes conceptions de la nation, ou « nationalismes », présents dans les îles².

(1) Zanzibar possède un gouvernement et une Chambre des représentants en charge des affaires internes des îles. Il cède à l'Union les affaires régaliennes telles que la police, la défense, l'intérieur, les affaires étrangères, etc.

(2) Ces nationalismes rejoignent partiellement les tendances anciennes décrites par Jonathon Glassman, *War of Words, War of Stones : Racial Thought and Violence in Colonial Zanzibar*, Bloomington, Indiana University Press, 2011 ; Issa G. Shivji, *Pan-Africanism or Pragmatism ? Lessons of Tanganyika-Zan-*

Par nationalisme, nous n'entendons pas simplement l'idéologie d'État ou les mobilisations organisées par l'État, mais toute dynamique, organisée ou spontanée, élitaire ou populaire, exceptionnelle ou ordinaire, d'affirmation d'une entité nationale³. Il n'est guère étonnant, dans le cadre de l'expression clivée du roman national zanzibari, que l'argument selon lequel Nyerere est l'ennemi de la nation zanzibarie se décline suivant ces deux mêmes ordres, politique et culturel. C'est en raison du rôle qu'il aurait joué dans la perte de souveraineté des îles et en raison des atteintes qu'il a portées à la culture de Zanzibar que Nyerere est déprécié. Le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere s'exprime très spécifiquement en rapport à deux épisodes centraux dans l'histoire des îles à partir desquels s'énoncent les imaginaires en compétition de la nation zanzibarie et de la zanzibarité : la révolution de 1964 et l'Union.

Réinterpréter la révolution de 1964

L'épisode historique inscrit dans l'historiographie de Zanzibar sous le nom de « révolution de 1964 » renvoie au renversement, dans la

zibar Union, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota ; Addis Abeba, OSSREA, 2008.

(3) L'idée de nation telle qu'elle s'énonce à Zanzibar depuis la période de la lutte pour l'indépendance associe un territoire aux limites bien définies, un corps politique souverain et une communauté de culture, l'ensemble étant inscrit dans une profondeur historique certaine. Voir les définitions classiques du nationalisme chez les auteurs modernistes tels que Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983, trad. fr., *id.*, *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, trad. de l'angl. par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 1996 ; Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, trad. fr., *id.*, *Nations et nationalisme*, trad. de l'angl. par Bénédicte Pineau, Paris, Payot, 1989 ; Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Mythe, Réalité*, New York, Cambridge University Press, 1990, trad. fr., *id.*, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, trad. de l'angl. par Dominique Peters, Paris, Gallimard, 1992. Voir aussi Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995.

nuit du 11 au 12 janvier 1964, de la monarchie constitutionnelle de Zanzibar, un mois tout juste après que l'indépendance eut été obtenue des autorités du protectorat britannique le 10 décembre 1963¹. Au cours de cette nuit et dans les jours qui ont suivi, les insurgés ont commis d'importantes violences contre les membres du gouvernement renversé, mais aussi contre les populations d'origine arabe². Les faits concernant cet événement restent encore mal connus car le régime qui s'est mis en place après la Révolution, autoritaire, contrôlait les discours³. Les opposants et récalcitrants au nouveau régime ont été emprisonnés et certains sont portés disparus jusqu'à aujourd'hui. Les libertés publiques ont été limitées et les associations interdites. La presse qui florissait dans le Zanzibar prérévolutionnaire a disparu. Les lieux de sociabilité populaires étaient fortement contrôlés. En d'autres termes, les canaux classiques de la transmission des mémoires personnelles et collectives du passé, à savoir l'oralité des sociabilités ordinaires, étaient obstrués. À cette injonction de silence sur des mémoires alternatives de l'épisode révolutionnaire, l'État a associé l'imposition de sa propre version des événements. Tout d'abord, ladite révolution aurait été portée par une conviction idéologique forte et organisée par quelques grandes figures de l'Afro-Shirazi Party (ASP), le parti politique formé à la fin des années 1950 qui prônait un nationalisme

zanzibari anti-arabe. L'identité zanzibarie, définie à partir de critères territoriaux (le continent africain), physiques (le phénotype « noir ») et historique (le partage de l'expérience de la traite et de l'esclavage), excluait les anciens migrants venus de la péninsule Arabique. En second lieu, la révolution de 1964 aurait été un soulèvement populaire soutenu par les masses laborieuses des îles, démographiquement majoritaires (75,7 % de la population totale), appelées afro-shirazi parce que regroupant les groupes originaires du continent et les populations indigènes des îles désignées par l'ethnonyme « shirazi⁴ ». Enfin, elle aurait précipité le renversement du pouvoir tyrannique d'un sultanat à la main des Arabes omanais (assimilé à un colonisateur) par cette majorité afro-shirazi à qui aurait été dénié un droit naturel à la souveraineté pendant des décennies. La monarchie constitutionnelle n'est donc pas, dans cette optique, un régime légitime, mais la poursuite du sultanat sous des apparences de légalité. Dans les manuels scolaires et dans le discours officiel, l'indépendance des îles est systématiquement désignée comme « fausse ». La Révolution, définie comme « le résultat logique de siècles d'oppression et de sujétion du peuple africain⁵ », n'est plus que l'expression d'un nationalisme proprement africain et le mythe fondateur de la nation zanzibarie⁶.

C'est en tant que mythe fondateur de la nation zanzibarie que la Révolution est contestée de plus en plus ouvertement aujourd'hui. Cette contestation prend appui sur la sélection d'autres moments historiques significatifs attachés au passé des îles, ainsi que sur la relecture

(1) Dans cette monarchie constitutionnelle, inspirée par le système britannique, le sultan était le chef de l'État mais ses pouvoirs étaient principalement honorifiques et consultatifs.

(2) Le dernier recensement avant la Révolution, datant de 1948, donne la répartition raciale de la population, comptant 264 059 habitants : 16,9 % d'Arabes, 5,8 % d'Indiens, 1,1 % de Comoriens, 75,7 % d'Africains (24 % originaires du continent, 74 % indigènes). Voir Michael F. Lofchie, *Zanzibar : Background to Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 71.

(3) Anthony Clayton, *The Zanzibar Revolution and its Aftermath*, Londres, C. Hurst & Company, 1981 ; Esmond B. Martin, *Zanzibar : Tradition and Revolution*, Londres, Hamish Hamilton, 1978.

(4) Les populations identifiées comme « shirazi » revendiquent des ancêtres originaires de la ville de Shiraz en Iran.

(5) Omar Mapuri, *The 1964 Revolution : Achievements and Prospects*, Dar-es-Salaam, Tema Publishers, 1996, p. 1.

(6) Thomas G. Burgess, « Memories, Myths, and Meanings of the Zanzibari Revolution », in Toyin Falola et Raphael Chijioke Njoku (dir.), *War and Peace in Africa : History, Nationalism and the State*, Durham, Carolina Academic Press, 2010, p. 429-450.

du rôle joué par Nyerere dans l'événement révolutionnaire. Plutôt que le renversement de la monarchie constitutionnelle au milieu du mois de janvier 1964, c'est la mise en place de cette monarchie et d'un gouvernement élu des îles, un mois avant, qui sont érigées en événement fondateur de la nation zanzibarienne. L'adoption d'un drapeau à l'effigie d'un clou de girofle et l'octroi d'un siège aux Nations unies sont brandis comme les symboles de cette nouvelle souveraineté reconnue au plan international. Dans les groupes séparatistes de Zanzibar, on affiche l'idée que l'indépendance des îles ne fait qu'entériner un siècle de lente maturation, tout au long du 19^e siècle, d'un corps politique national arrimé à un territoire insulaire bien délimité. La nature de l'autorité du sultanat est redéfinie en conséquence : loin d'être un « colonisateur », le sultanat acquiert le statut de pouvoir légitime. Au plan culturel, il est mis en avant que Zanzibar est le berceau de la culture swahilie¹, présentée comme une culture cosmopolite et métissée imprégnée d'éléments culturels arabes et africains, unie par l'usage d'une langue unique, le swahili, et la pratique majoritaire de l'islam². Bref, face au nationalisme africain qui a guidé le bras des révolutionnaires et dont les traces s'observent toujours dans l'idéologie officielle, c'est un nationalisme zanzibari qui s'affirme à partir de référents historiques, politiques, culturels et religieux associés à une arabité réelle ou imaginée fondatrice de son identité. Il est représenté par les deux partis qui accèdent au pouvoir en 1963, le Zanzibar Nationalist Party (ZNP) et le

Zanzibar and Pemba People's Party (ZPPP)³. L'expression bien connue et maintes fois entendue sur le terrain, selon laquelle « quand Zanzibar joue de la flûte, c'est tout l'Afrique à l'Est des lacs qui danse⁴ » témoigne de la nostalgie pour l'influence culturelle de l'empire commercial de Zanzibar sur l'ensemble de l'arrière-pays est-africain au 19^e siècle.

« Nyerere n'est pas un ange »

Si, dans le discours nationaliste zanzibari, Nyerere est désigné comme un « ennemi » de Zanzibar, c'est en raison du rôle qu'il aurait joué dans l'organisation du renversement de la monarchie constitutionnelle de Zanzibar et, partant, dans la nature même de la Révolution. Certes, il est dit dans l'historiographie académique et dans l'histoire officielle que Nyerere n'aurait été informé du renversement du sultanat qu'après coup. Au mieux, il est mentionné qu'il aurait eu vent de sa survenue la veille. Pourtant, des témoignages individuels sur les responsabilités réelles ou supposées de Nyerere ont circulé de manière clandestine à Zanzibar. En se diffusant de proche en proche, ils ont contribué à implanter les racines d'une mémoire historique de Nyerere en rapport à l'épisode révolutionnaire. Cette mémoire historique, qui s'exprime aujourd'hui publiquement, prend place dans le cadre d'un vaste mouvement de mise en circulation dans l'espace public zanzibari des mémoires collectives de la période révolutionnaire depuis la démocratisation des années 1990⁵. De nombreux ouvrages de type

(1) Sur les fluctuations des définitions de l'identité swahilie, voir Pat Caplan, « "But the Coast, of Course, is Different" : Academic and Local Ideas about the East African Littoral », *Journal of Eastern African Studies*, 1 (2), 2007, p. 305-320.

(2) La possession de ces attributs linguistiques et religieux définit l'entrée dans la civilisation (*l'ustaarabu*) et distingue le civilisé/l'éduqué du sauvage incroyant et illettré. Voir Françoise Le Guennec-Coppens et Pat Caplan, *Les Swahili entre Afrique et Arabie*, Paris, CREDEU/Karthala, 1991.

(3) Jonathon Glassman, *op. cit.* Sur les différents récits sur la Révolution, voir aussi Garth A. Myers, « Narrative Representations of Revolutionary Zanzibar », *Journal of Historical Geography*, 26 (3), 2000, p. 429-448.

(4) « *When the pipes are played on Zanzibar, all Africa East of the lakes must dance.* » (Cité dans William E. Smith, *op. cit.*, p. 90.)

(5) Marie-Aude Fouéré, « Sortie de clandestinité des années sombres à Zanzibar (1964-1975) », *Cahiers d'études africaines*, 197, 2010, p. 95-122.

biographique ou des essais de réécriture de l'histoire zanzibari, rédigés par d'anciens opposants du Zanzibar Nationalist Party en exil en Europe ou dans la péninsule Arabique, ont ainsi commencé à circuler¹, certains évoquant le rôle de Nyerere dans la mise en dépendance des îles. Des médias indépendants ont aussi contribué à la diffusion dans l'espace public des mémoires collectives de la Révolution et de cette version nationaliste. Le premier hebdomadaire zanzibari indépendant depuis 1964, *Dira*, paru en 2002, a été un acteur majeur du réveil de ces mémoires collectives et de la diffusion d'un récit dépréciatif sur Nyerere². L'article intitulé « Nyerere n'est pas un ange », paru dans la première édition, avait clairement pour objectif de démanteler l'image élogieuse de Nyerere construite en Tanzanie continentale. L'auteur y dépeint un homme condescendant et déloyal. Uniquement intéressé par le pouvoir, ce dernier aurait eu recours à toutes sortes d'intrigues pour atteindre le sommet de l'État. Il aurait considéré les Arabes de Zanzibar comme un pouvoir colonisateur et esclavagiste (et comme le noyau dur du Zanzibar Nationalist Party) à chasser. D'après l'article, c'est pour imposer aux îles la culture négro-africaine issue du continent qu'il aurait commandité la Révolution.

Le récent ouvrage d'un intellectuel zanzibari, Harith Ghassany, intitulé *Kwaberi ukoloni, Kwaberi uhuru!* (Au revoir la colonisation, au revoir l'indépendance !)³, vient aujourd'hui appuyer

(1) Ces ouvrages ont une forte audience auprès de l'élite éduquée de l'île et au sein des partis et groupements d'opposition divers. Voir Amani T. Fairooz, *Ukweli ni buu : kuusuta uwongo*, Dubai, à compte d'auteur, 1995 ; Ali Muhsin, *Conflicts and Harmony in Zanzibar, Memoirs*, Dubai, à compte d'auteur, 2002 ; Sauda A. al-Barwani et al., *Unser Leben vor der Revolution und danach : maisba yetu kabla ya Mapinduzi na baadaye. Autobiographische Dokumentartexte sansibarischer Zeitzeugen*, Cologne, Köppe, 2003.

(2) Marie-Aude Fouéré, « Reinterpreting Revolutionary Zanzibar in the Media Today : The Case of Dira Newspaper », *Journal of Eastern African Studies*, 6 (4), 2012, p. 672-689.

(3) Harith Ghassany, *Kwaberi Ukoloni, Kwaberi Uhuru! Zanzibar na Mapinduzi ya Afraba*, Anno Dio, 2010.

la thèse de l'organisation de la révolution de 1964 par Nyerere et son bras droit, Oscar Kambona⁴. Lu aussi bien par l'élite politique que par des partisans de base, l'ouvrage est mentionné dans la plupart des entretiens menés sur mon terrain depuis sa parution en juillet 2010. Ce recueil de témoignages personnels sur l'organisation de la Révolution a certes fait l'effet d'un pavé jeté dans la mare, mais s'inscrit dans la lignée d'ensemble d'écrits engagés rédigés par les nationalistes en diaspora⁵. L'auteur révèle, par la voix d'individus se présentant comme des témoins oculaires ou des acteurs des préparatifs de l'insurrection, que Nyerere aurait été le cerveau de la Révolution à Zanzibar, envoyant ses loyaux affidés organiser la mobilisation pour le combat armé. L'auteur prend clairement partie dans la bataille historico-mémorielle et la polémique politique que son ouvrage engage : non seulement le titre de l'ouvrage laisse entendre ironiquement que le départ du colonisateur omanais a entraîné avec lui la perte de souveraineté des îles, mais il indique clairement que c'est un colonisateur qui a pris la succession du pouvoir monarchique : le colonisateur tanganyikais. Bref, loin d'être une révolution populaire menée par le peuple zanzibari, les événements qui déburent le 12 janvier 1964 auraient été pilotés par Nyerere en personne et mis en œuvre par des Tanganyikais armés envoyés du continent et par une poignée d'immigrés africains installés à Zanzibar, qui prendront les rênes du pouvoir. Dans cette version de l'histoire, la Révolution n'est donc rien de plus qu'un « putsch armé⁶ », une « invasion »,

(4) Oscar Kambona était, en 1964, le ministre des Affaires étrangères et de la Défense et l'homme de confiance de Nyerere.

(5) Si l'ouvrage se présente sous les traits d'un travail historiographique, la véracité des récits rassemblés est cependant contestée dans le monde universitaire étranger, et parfois au sein de la population éduquée des îles.

(6) Gérard Prunier, « La révolution de 1964 », in Colette Le Cour Grandmaison et Ariel Crozon (dir.), *Zanzibar aujourd'hui*, Paris/Nairobi, Karthala/IFRA, 1998, p. 95.

parfois même un « nettoyage ethnique » ou un « génocide¹ ». Nyerere y incarne la figure de l'impérialiste ayant étendu son empire à Zanzibar, faisant des îles une colonie dont les ressources seraient à exploiter pour le bénéfice du Tanganyika. La Révolution est présentée comme la première étape d'une stratégie politique de mise en périphérie de Zanzibar organisée en deux temps, dont le deuxième temps vise à assurer la soumission totale de Zanzibar : il s'agit de l'Union.

Nyerere le colonisateur de Zanzibar

Dans les imaginaires de la nation que médiatise le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere, la mise au pas des îles de Zanzibar se poursuit avec l'instauration d'une union cent jours après la Révolution, entre la République du Tanganyika et la République populaire de Zanzibar. Du côté de Zanzibar, l'Union devait assurer le développement économique et social des îles. Mais au fil des ans, tant les populations insulaires que la classe politique se sont agacées de l'empiétement de l'Union sur les affaires internes de Zanzibar et dénoncent aujourd'hui la marginalisation politique et économique des îles au sein de la République². Les termes de « colonisation » ou d'« impérialisme » s'inscrivent de manière croissante dans le vocabulaire en usage chez les opposants pour qualifier la mise en dépendance de Zanzibar.

L'histoire de l'Union est relue à la lumière du rôle joué par le président Nyerere et par le premier président de Zanzibar, Abeid Amani Karume. Tous deux en viennent à incarner respectivement l'impérialisme tanganyikais et le nationalisme zanzibari. Les torts du premier

seraient d'avoir imposé l'Union, par la force et par la ruse, à un Karume faiblement compétent sur les questions institutionnelles et qui craignait l'élite éduquée de son gouvernement ou de l'administration publique, capable de formuler des critiques argumentées ou d'organiser son renversement. Ancien marin plein de verve et bon orateur, Karume était en effet peu éduqué, mal à l'aise en anglais et peu compétent sur les questions administratives, légales et institutionnelles. Pourtant, en raison de sa grande réticence à signer le traité d'Union et de ses incessantes tentatives d'accroître l'autonomie de Zanzibar pendant toute la période de son règne entre 1964 et 1972, Karume est aujourd'hui brandi comme symbole de la résistance face à ce qui est présenté comme l'annexion progressive et insidieuse des îles par la Tanzanie continentale. Nos interlocuteurs répètent à l'envie, aujourd'hui, cette phrase attribuée à Karume selon laquelle « l'Union est comme un manteau, on l'enlève quand on s'y sent à l'étroit » pour souligner son mépris de l'Union. L'autre fameuse formule de Karume selon laquelle « la Déclaration d'Arusha s'arrête à l'île de Chumbe », un îlot aux portes de la capitale de Zanzibar, qui témoigne de la résistance de l'ancien président de Zanzibar à adopter la voie de développement socialiste³, ponctue aussi bon nombre de propos louangeurs sur l'antinationalisme tanganyikais de Karume. Lorsque l'assassinat de Karume au

(3) La déclaration d'Arusha de 1967 instaure le socialisme à l'africaine comme la voie de développement de la Tanzanie. Cette voie s'appuyait concrètement sur des politiques de communautarisation de la force de travail, de collectivisation des moyens de production, de nationalisation des entreprises et de mise en place de services publics gratuits. Zanzibar suit une voie de développement différente : se déclarant « révolutionnaire », le pouvoir est divisé par des tendances diverses, n'a pas de soutien populaire massif ni l'approbation de l'élite du pays, et manque de légitimité juridique. Des mesures économiques d'inspiration socialiste sont mises en place mais l'ensemble n'a été que partiellement accompli et a fortement pâti de l'autoritarisme du pouvoir. (Ariel Crozon, « Zanzibar en Tanzanie... », *op. cit.* ; Anthony Clayton, *op. cit.*)

(1) Ces termes sont principalement en usage chez les anciens du Zanzibar Nationalist Party exilés dans la péninsule Arabique.

(2) Ariel Crozon, « Zanzibar en Tanzanie, une histoire politique mouvementée », in Colette Le Cour Grandmaison et Ariel Crozon, *op. cit.*, p. 113-139.

siège de l'Afro-Shirazi Party le 7 avril 1972 est évoqué, c'est souvent moins pour affirmer qu'il a précipité la fin d'un autoritarisme arbitraire et raciste que pour attribuer à Nyerere l'armement des assassins. Ce dernier aurait voulu se débarrasser d'un autocrate qui, au début des années 1970, mettait en danger l'Union¹. Parce qu'il a été mentionné sous le qualificatif de « Mister X » dans le procès des supposés conspirateurs et artisans de l'assassinat de Karume², Nyerere est aujourd'hui tenu pour le commanditaire du crime. Il est peint derechef comme un conspirateur, un comploteur, un manipulateur.

Une croisade de Nyerere contre l'islam ?

Des déterminants strictement politiques sont parfois discutés pour expliquer le rôle joué par Nyerere dans l'épisode révolutionnaire et dans l'instauration de l'Union. Ainsi, le contexte de la guerre froide, où les Américains craignaient que Zanzibar devienne le « Cuba de l'Afrique³ », est rappelé pour mettre en lumière combien les grandes puissances ont influencé la décision de Nyerere d'instituer l'Union. Cependant, dans le récit nationaliste zanzibari sur Nyerere, les décisions politiques ne sont pas simplement renvoyées à des tactiques pour le contrôle de l'opposition politique, pour la maîtrise de la contestation collective ou pour la conservation du pouvoir par un individu ou un parti, mais elles prennent racine, dit-on, dans des préjugés

et des sentiments profondément ancrés chez Nyerere. Celui-ci, en tant que catholique fervent et pratiquant, aurait détesté l'islam, et en tant que natif d'Afrique continentale, aurait honni la présence arabe dans le monde insulaire qu'il associait à la pratique de l'esclavage et à la discrimination envers les Africains noirs. Il se serait agi pour Nyerere non seulement d'imposer un régime « noir » dans les îles, mais de détruire une économie de réseaux marchands transnationaux et une culture zanzibarie trop arabisée à son goût. C'est ainsi par le biais de la thématique de la haine des arabes et de l'islam que le rôle de Nyerere dans l'histoire des îles est aujourd'hui sondé. Prenant appui sur des anecdotes personnelles, plaçant l'accent sur quelques mots prononcés par Nyerere pouvant soulever le soupçon, et invoquant la caution scientifique d'ouvrages universitaires sur les pratiques de discrimination religieuse au sein du régime nyérériste⁴, les écrits des exilés de 1964 exercent une influence certaine, par le biais des médias et des discussions dans les lieux publics, sur la mémoire de Nyerere en raison de leur diffusion au sein de l'élite éduquée mais aussi au sein de la population.

Ce thème de la haine de l'islam chez Nyerere a récemment pris de l'ampleur avec la publication de l'ouvrage d'un journaliste et historien amateur, Mohamed Said, intitulé *The Life and Times of Abdulkwabid Sykes*⁵. L'auteur revisite l'histoire de l'organisation du mouvement indépendantiste au Tanganyika pour y réintroduire la contribution essentielle, mais gommée de l'histoire officielle, des grandes figures issues de la sphère des éduqués

(1) Karume et Nyerere ne s'étaient pas parlés depuis un an et Karume semble avoir été sur le point de rompre l'Union. Voir Issa G. Shivji, *op. cit.*, p. 123. Les travaux d'histoire n'ont toujours pas démêlé l'identité exacte des commanditaires du meurtre.

(2) Hank Chase, « The Zanzibar Treason Trial », *Review of African Political Economy*, 6, 1976, p. 14-33.

(3) Amrit Wilson, *US Foreign Policy and Revolution : The Creation of Tanzania*, Londres, Pluto Press, 1989 ; Helen-Louise Hunter, *Zanzibar : The Hundred Days Revolution*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2010 ; Ahmed S. Kharusi, *Zanzibar : Africa's First Cuba. A Case Study of the New Colonialism*, Richmond, Zanzibar Organisation, 1967.

(4) Par exemple, David Westerlund, *Ujamaa na Dini : A Study of Some Aspects of Society and Religion in Tanzania, 1961-1977*, Stockholm, Borgströms Tryckeri, 1980 ; Frieder Ludwig, *Church and State in Tanzania, Aspects of a Changing Relationships, 1961-1994*, Leyde, Brill, 1999.

(5) Mohamed Said, *The Life and Times of Abdulkwabid Sykes : The Untold Story of the Muslim Struggle against British Colonialism in Tanganyika*, Londres, Minerva Press, 1998.

musulmans de Dar-es-Salaam. L'ouvrage souligne fortement combien c'est ce cercle de musulmans, fondateurs de la première organisation nationaliste du pays, qui a porté Nyerere, alors simple professeur dans une école secondaire, et peu impliqué en politique, jusqu'au sommet du pouvoir. C'est un même projet de réécriture du nationalisme, non pas tanganyikais mais zanzibari, qui anime l'ouvrage *Kwaberi Ukoloni, Kwaberi Uburu!* déjà évoqué : l'auteur attribue à la haine de l'islam l'organisation, par Nyerere, du complot qui a participé à la chute de la monarchie constitutionnelle. Enfin, depuis le milieu des années 1990, ce thème de la haine de l'islam chez Nyerere a gagné en visibilité par le biais du renforcement d'un islam politisé s'exprimant dans les médias. La presse est un acteur important de cet islam engagé, notamment le titre *An-Nuur*. On note, dans les pages de cet hebdomadaire, les références répétées à l'ouvrage de Mohamed Said. Des extraits de ce texte y ont été publiés, contribuant ainsi à l'élargissement de son lectorat et à l'accroissement conséquent d'une sensibilisation à la question musulmane. Ce journal prend fortement position contre ce qu'il appelle le « système chrétien », accusé de dominer le pays et de discriminer, voire d'humilier, les musulmans du pays. L'interdiction de différentes organisations musulmanes pendant la présidence de Nyerere est considérée comme relevant de ces stratégies de sapes des fondations institutionnelles de l'islam afin de mieux imposer le christianisme. Dans ce discours musulman politisé, Nyerere incarne l'anti-islamisme presque à lui seul. Faisant équivaloir appartenance religieuse et identité nationale, les militants musulmans représentent donc Nyerere tout à la fois comme un ennemi de l'islam et de la nation zanzibarie. Dans ce discours musulman politisé, le procès en canonisation de Nyerere entamé par l'Église catholique de

Tanzanie depuis 2006¹ est interprété comme la récompense des prérogatives que Nyerere a accordées à celle-ci de son vivant, et du combat contre le pouvoir et la diffusion de l'islam². Le procès en canonisation est donc pensé comme une preuve en soi de l'existence du dit système chrétien.

Actualité de l'antinyérérisme

L'actualité de l'argument, décliné au plan historique et politique, selon lequel Nyerere est aujourd'hui l'ennemi de la nation zanzibarie est bien réelle. « Nyerere a empoisonné les îles, il a entraîné la discorde. Ce n'est pas étonnant car en fait il était Rwandais », déclare en entretien un loyaliste du sultan, associant violence et rwanité³. Un membre du Civic United Front, âgé d'environ 60 ans, raconte : « Je n'ai jamais aimé Nyerere, car dès le début il a montré qu'il voulait nuire aux îles. J'étais policier en 1964, et j'ai dû défiler à la parade du 26 avril⁴ à Dar-es-Salaam, mais c'était uniquement par devoir, j'avais le cœur serré. Puis on a bien vu après qu'il voulait du mal à Zanzibar, avec l'assassinat de Karume. Il l'a fait assassiner car il prenait trop d'indépendance. » Même d'anciens fonctionnaires de l'Afro-Shirazi Party ayant travaillé directement sous les ordres de Nyerere, et l'ayant admiré pendant des années, sont aujourd'hui critiques : « Moi je l'ai toujours cru honnête, sincère, il parlait tellement

(1) L'inauguration officielle du processus de béatification s'est tenue le 21 janvier 2006. Jusqu'à présent, Nyerere s'est vu accorder le statut de « Serviteur de Dieu », première étape vers la sanctification. Voir Simeon Mesaki et Mrisho Malipula, « Julius Nyerere's Influence and Legacy : From a Proponent of Familyhood to a Candidate for Sainthood », *International Journal of Sociology and Anthropology*, 3 (3), 2011, p. 93-100.

(2) « Utakatifu wa Mwalimu Nyerere unatokana na ubaguzi wake » (La sainteté de Mwalimu Nyerere résulte de son racisme), *An-Nuur*, 21-27 octobre 2011.

(3) Les trois citations de ce paragraphe sont issues d'entretiens réalisés à Zanzibar, respectivement le 1^{er} juin 2011, les 4 et 20 août 2010.

(4) Les festivités officielles célébrant la naissance de l'Union se sont tenues à Dar-es-Salaam le 26 avril 1964.

bien, exprimait ses idées avec tant de facilité, mais au fond, l'*ujamaa*, ce n'était que de l'hypocrisie, il n'y croyait pas. Et Nyerere s'est entouré d'une clique de chrétiens pour mieux marginaliser les musulmans. Le regroupement forcé des paysans dans des villages communautaires avait surtout pour but d'affaiblir les musulmans, comme dans la région musulmane de Songea où on a brûlé les villages, déplacé les gens de force, tout cela pour affaiblir les musulmans. » Ces propos, parmi tant d'autres, reprennent les thèmes de la manipulation, du complot, de la haine de l'islam qui étaient les subjectivités politiques des actuels opposants au pouvoir en place.

Des arguments d'ordre culturel sont aussi développés pour mieux vilipender Nyerere. Ainsi, parce que la langue est un marqueur identitaire partagé pour définir la nation, les usages que Nyerere faisait de la langue nationale de Tanzanie, le swahili, sont fortement dénigrés par les partisans de la figuration de ce dernier en ennemi de la nation. Ainsi, Salim, présenté en introduction, affirme que Nyerere n'aurait jamais maîtrisé cet élégant parler originaire de Zanzibar et l'aurait même « sali », selon ses propres termes, là où d'autres voient pourtant en lui un promoteur du swahili comme instrument d'édification nationale et un amoureux de cette langue¹. Notre interlocuteur insiste aussi sur le fait que le swahili utilisé par Nyerere n'était pas celui de Zanzibar (dont une grande partie du vocabulaire est emprunté à

l'arabe) qu'il considère être le swahili de référence. Il donne pour preuve que Nyerere introduisait des néologismes ou des termes empruntés à des langues ethniques continentales. Ainsi, c'est sur le ton de la moquerie qu'un ami de Salim rappelle que personne n'avait jamais entendu le terme « kung'atuka » avant que Nyerere ne l'utilise en 1985 pour annoncer son retrait du pouvoir, déclarant « Je quitte [*ninang'atuka*] le pouvoir mais je continue à croire que sans un CCM solide notre pays va vaciller². » L'antinyérérisme est manifestement un des instruments du nationalisme culturel zanzibari.

On entend parfois des interlocuteurs zanzibaris admettre que l'influence de Nyerere a pu être bénéfique pour la Tanzanie continentale, évoquant la formation d'un sentiment d'appartenance sur lequel la cohésion et l'unité des populations de ce territoire prendraient appui aujourd'hui. Ce sentiment d'appartenance est considéré comme le produit de la diffusion du swahili et de l'affaiblissement des distinctions ethniques dans l'ancien Tanganyika. Les grands thèmes sur lesquels repose la mémoire publique officielle de Nyerere sont donc reconnus chez certains détracteurs de Nyerere, mais à la condition qu'ils s'appliquent aux populations de la Tanzanie continentale uniquement. La figure de Nyerere peut donc conjuguer, sans que ceci relève de la contradiction logique, les attributs d'un père de la nation (*baba wa taifa*) avec ceux d'un ennemi de la nation (*adui wa taifa*), car le terme de *taifa* renvoie dans chaque expression à deux entités distinctes : dans la première expression, il désigne la Tanzanie continentale ; dans la seconde, Zanzibar.

(1) Nyerere a traduit en swahili deux pièces de Shakespeare, *Julius César* et *Le Marchand de Venise* (*Juliasi Kaisari*, Nairobi, Oxford University Press, 1963 ; *Mabepari wa Venisi*, Dar-es-Salaam, Oxford University Press, 1969). Il s'est attelé à la traduction des Évangiles. Il rédigeait la plupart de ses ouvrages politiques en swahili et tenait tous ses discours politiques publics dans cette langue. Ses compétences en swahili sont reconnues par de nombreux spécialistes du swahili, et la promotion de cette langue au plan national, dès l'indépendance, est un fait indéniable. Voir Saida Yahya-Othman, « Kiswahili, la consécration d'une langue nationale africaine », in Catherine Baroin et François Constantin, *La Tanzanie contemporaine*, Paris, Karthala/IFRA, 1999, p. 77-88.

(2) Si le terme « kung'atuka » a tant marqué les esprits, c'est parce qu'il est constamment rappelé par le Chama Cha Mapinduzi lorsqu'il s'agit de réaffirmer que l'ancien parti unique reste la clé de voûte politique de la Tanzanie.

Antinyérérisme et revendications séparatistes

Les ressentiments antinyéréristes s'expriment aujourd'hui sans détour dans le cadre des discussions publiques sur la révision de la Constitution de la République unie de Tanzanie, entamées après les dernières élections générales d'octobre 2010. Certes, à Zanzibar, ces débats constitutionnels sont presque aussi anciens que l'Union. En effet, présentée à sa création comme une structure qui devait assurer le développement économique et social des îles, l'Union s'est révélée, au fil des ans, une coquille vide autorisant un empiétement du Continent sur les prérogatives insulaires et favorisant le déclin économique de Zanzibar¹. Mais une nouvelle phase d'agitation politique a vu le jour en 2010. Elle a débuté dès le mois d'août, lorsque la Constitution de Zanzibar a été modifiée pour marquer un premier pas symbolique vers une autonomie accrue des îles, renforcée par l'inscription du principe que Zanzibar était un *nchi*, terme swahili signifiant « pays » mais que les Zanzibaris assimilent aussi à « patrie » ou « nation » (*taifa*). Les réactions outrées venues de Tanzanie continentale révèlent que ces modifications soulèvent des enjeux politiques de taille. Plusieurs organismes et des avocats indépendants ont pris la parole pour affirmer qu'un tel changement constitutionnel ne pouvait avoir lieu sans être au préalable entériné par l'Union, seule Constitution légitime en République unie de Tanzanie, et déclarer craindre que cette revendication de souveraineté à peine voilée mène au démantèlement de l'Union. C'est la mémoire élogieuse de Nyerere qui a alors été mise à contribution pour appuyer la nécessité que l'ancien Tanganyika

et Zanzibar restent unis. Les revendications d'indépendance de Zanzibar ont été décriées comme une attaque à la mémoire du père de la nation et une trahison de l'héritage d'unité et de paix laissé par celui-ci.

Depuis 2011, différentes institutions indépendantes zanzibaries se sont rassemblées pour lancer discussions et débats citoyens, ouverts à tous, dans l'objectif de contrer le monopole habituel des technocrates sur les questions institutionnelles et légales. Ouvertes par les interventions de personnalités universitaires ou de professionnels réputés qui discutent du bien fondé de la révision de la Constitution, elles sont l'occasion pour le public de faire entendre sa voix. Ce public est composé, en majorité, de ces intellectuels « d'en bas² », très actifs et lecteurs des textes nationalistes précédemment cités, qui assistent à la plupart des manifestations culturelles et rencontres intellectuelles portant sur la société zanzibarie. Les opinions exprimées convergent en ce qu'elles reviennent sur l'histoire de la formation de l'Union en insistant sur la manipulation de Karume par Nyerere et sur les intentions néfastes de ce dernier à l'égard de Zanzibar. On y rappelle que le document original du traité d'Union, qui aurait été signé de la main des deux présidents, n'existe pas ou que la signature de Karume n'y figure pas. Lors d'une réunion tenue le 5 mars 2011, un journaliste sympathisant d'un défunt parti marxiste, l'Umma Party, et ancien membre de l'équipe de l'hebdomadaire *Dira*, a ainsi pris la parole pour rappeler combien l'Union était le résultat d'une entente secrète entre deux hommes, les présidents Nyerere et Karume, qui a tenu à l'écart les grandes figures politiques du gouvernement de Zanzibar. Dans une autre rencontre organisée le 9 avril 2011 destinée à recueillir l'avis des citoyens sur le projet de Constitution, l'ambiance s'est échauffée

(1) Haroub Othman et Chris M. Peter, *Zanzibar and the Union Question*, Zanzibar, Zanzibar Legal Services Centre, 2006 ; Issa G. Shivji, *The Legal Foundations of the Union in Tanzania's Union and Zanzibar Constitutions*, Dar-es-Salaam, Dar-es-Salaam University Press, 1990.

(2) Jean Copans, « Intellectuels visibles, intellectuels invisibles », *Politique africaine*, 51, 1993, p. 7-25.

et la foule a scandé en cœur « l'Union, nous n'en voulons pas » avant qu'un leader musulman notoire déchire le texte du projet de loi en déclarant que la « dictature de Nyerere » était finie. Les places publiques se font à présent l'écho de ces discussions constitutionnelles. Le nationalisme voire le séparatisme zanzibari d'aujourd'hui prennent incontestablement appui sur le discrédit et la déconsidération de Nyerere, ce dernier faisant figure de bouc émissaire portant la responsabilité de la longue série de maux que les îles ont dû affronter depuis l'indépendance.

Mythe nostalgique de la nation zanzibarie libre et indépendante pour le pouvoir en place mais commencement d'une nouvelle ère de colonisation des îles selon les différents courants nationalistes, la Révolution alimente les imaginaires d'une identité nationale qu'aucun consensus n'a encore pacifiée. Mais c'est aussi parce qu'elle est directement rattachée à l'épisode de l'Union, en raison de la proximité temporelle de ces deux événements et de leur ferment idéologique commun, ainsi qu'en raison des multiples effets négatifs de cette Union dans le présent, que la Révolution se trouve toujours en creux des conceptions de l'identité et de la nation à Zanzibar. Parmi d'autres récits possibles, le récit mémoriel dépréciatif sur Nyerere à Zanzibar médiatise ces conceptions de la « zanzibarité ». Nyerere est d'ailleurs figuré sous les traits inversés du Zanzibari idéalisé : il est l'envahisseur africain venu du continent face à une civilisation maritime ouverte aux horizons lointains, le chrétien haineux envers

les Arabes et les musulmans face à une société qui célèbre l'arabité et l'islam, l'ignorant de la brousse africaine face aux lettrés swahilisants et arabisants insulaires. Au sein du récit anti-nyérériste, on constate que la tentation victimaire est très visible, et opère à différents niveaux : Karume le naïf est la victime de Nyerere le filou ; les musulmans sont les victimes d'un complot chrétien ourdi contre eux ; les Arabes sont les victimes des passions sanguinaires d'africains assassins, ceux-ci étant tenus pour seuls responsables de la traite négrière et de l'esclavage ; enfin les îles de Zanzibar sont victimes des appétits néocoloniaux de la Tanzanie continentale. Au regard de la trajectoire mémorielle de Nyerere en Tanzanie continentale, caractérisée par une constante surenchère dans la déférence, Zanzibar fait donc figure d'exception. Dans des îles sans père de la nation ni récit national unifié, la figure de Nyerere sert de repoussoir au nationalisme zanzibari contemporain : Nyerere est un récit de la nation zanzibari en négatif.

*Marie-Aude Fouéré,
Institut français de recherche en Afrique (IFRA),
CNRS, Nairobi, Kenya.*

Docteur en anthropologie sociale et ethnologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), **Marie-Aude Fouéré** travaille sur l'identité, la mémoire et le nationalisme en Tanzanie. Elle est actuellement directrice adjointe et chercheuse pensionnaire à l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) à Nairobi, au Kenya, et chercheuse associée au laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM) à Bordeaux. (marieaude.fouere@gmail.com)